

L'allocation universelle, une fausse bonne idée

Source Itinera

Une étude d'Itinera Institute dénonce les pièges de l'allocation universelle. Et surtout son côté financièrement intenable.

JEAN-PAUL BOMBAERTS

Il ne se passe plus un jour sans qu'on entende parler de l'allocation universelle, c'est-à-dire un revenu de base, sans conditions, pour tous. Paul Magnette, dans son dernier livre, déclare que ce principe va «dans le sens de l'histoire». L'économiste Philippe Defeyt considère que c'est «un rempart contre la pauvreté et l'aliénation au travail». À l'étranger, les Finlandais testent le principe à une petite échelle et les Pays-Bas y réfléchissent. Les Suisses, en revanche, se sont prononcés contre, il y a un an.

Faut-il parler d'un effet de mode? Pas tout à fait, puisque l'idée était déjà débattue par les révolutionnaires de 1789... Le professeur Marc De Vos (UGent), directeur de l'Itinera Institute, un think tank belge indépendant, préfère, pour sa part, parler d'«utopie», «C'est une idée intellectuellement élégante et socialement sympathique dont le but est noble. Mais un objectif louable n'en fait pas pour autant une bonne mesure.» Avec son collègue économiste Simon Ghiotto, il dénonce les incohérences et les pièges de l'allocation universelle.

■ **Fin du contrat social.** Pour Marc

De Vos et Simon Ghiotto, le revenu universel enterre le contrat social qui fonde notre État-providence. «Alors que nous nous battons depuis des décennies pour rendre la sécurité sociale active et durable entre les générations, le revenu universel prône le revirement complet. Au lieu de droits et de responsabilités, on invente des allocations sans responsabilité.» Il faut dire que les utopistes du XIX^e siècle avaient lancé l'idée alors qu'il n'existait pas encore de sécurité sociale ou d'État-providence. Ils parlaient, pour ainsi dire, d'une feuille blanche.

■ **Aveu de faiblesse et signe de panique.** Les partisans du revenu universel jugent insurmontables les maux économiques et sociaux de notre époque. «Il ne nous reste plus alors qu'une mesure défaitiste sous forme d'un revenu universel. Les gagnants de l'économie gagneront pour l'éternité, tandis que les perdants seront calmés avec une aumône.»

■ **On supprime l'ascenseur social.** Le revenu universel implique une abdication des autorités vis-à-vis des besoins des groupes précarisés, chez qui le sentiment d'abandon n'en serait que plus important, estime-t-on chez Itinera. «Plutôt que de soutenir les populations défavorisées, on octroie à tous un montant identique. Les inégalités augmenteraient et se creuseraient, y compris les

inégalités entre les genres et en termes d'emploi, tandis que les opportunités et la mobilité sociale diminueraient. Nous avons justement besoin d'une politique sociale d'investissement, adaptée aux besoins des groupes et des familles, plutôt que d'allocations standardisées pour tout le monde.»

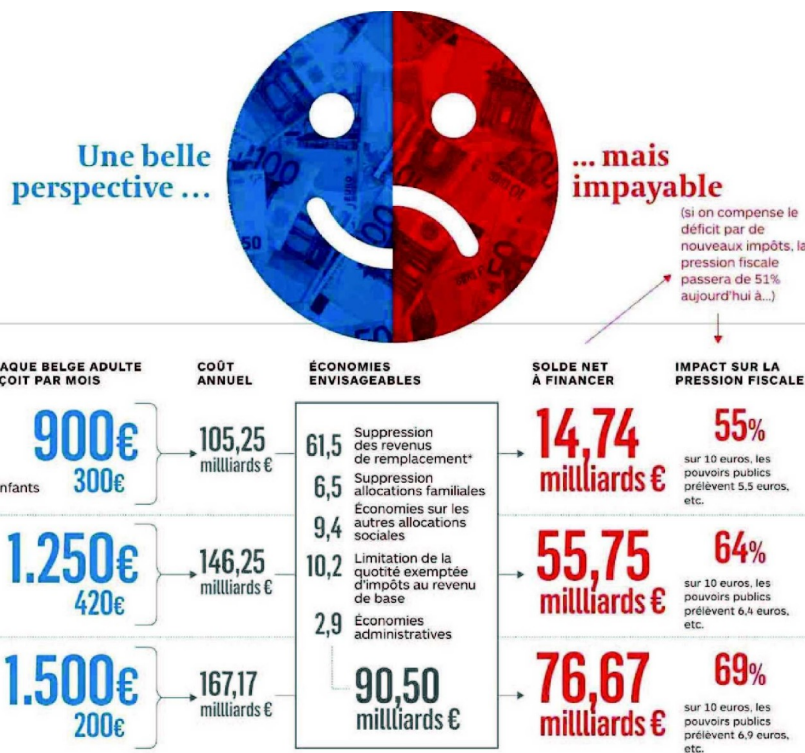
■ **Régression sociale.** Assez paradoxalement, le revenu universel saperait la protection sociale et les allocations des plus précarisés. Dans pratiquement tous les scénarios retenus par Itinera, l'allocation universelle implique une perte de revenus pour ceux qui dépendent de la protection sociale classique (retraités, chômeurs, etc.). Pour les entreprises, il équivaut à une subvention salariale organisée pour tous les travailleurs. Une telle politique de cadeau exercerait une pression à la baisse sur les salaires.

■ **Impayable.** Reste un point et non des moindres: comment va-t-on financer cela? Itinera a sorti sa calculatrice: 900 euros par mois par adulte, c'est 15 milliards d'euros supplémentaires; 1.500 euros, c'est 76 milliards d'euros (voir infographie). Et ce même avec les économies liées à la simplification administrative et à la suppression des revenus de remplacement tels qu'allocations de chômage, de maladie, d'invalidité, de retraite. «Le revenu universel représente entre

1,5 et 8 fois le coût total du vieillissement! C'est du suicide fiscal», soutient Marc De Vos. Sauf si l'on supprime des acquis tels que l'enseignement (18,2 milliards d'euros), les transports en commun (15,5 milliards) et/ou les soins de santé (29,6 milliards). Impensable.

■ **Saut dans l'inconnu.** L'impact sur l'économie et le comportement de travail relève de la science-fiction: personne ne le connaît. Simon Ghiotto: «Les rares expériences ont été menées à une échelle locale, pour une courte durée, pour des groupes non représentatifs et sans une once d'universalité réelle. D'un point de vue économique, le revenu universel est un jeu de casino. Il signifie du revenu sans travail, alors que nous avons, au contraire, besoin d'une plus grande participation au travail pour financer le vieillissement. On va vers un appauvrissement organisé de la société.»

■ **Poison politique.** Une dernière question pour la route: où s'arrête l'universalité? Un droit universel au revenu ouvrirait la voie aux migrations de masse et au tourisme d'allocations. «Le revenu universel doit rester national ou devenir littéralement universel, ou au moins européen. Mais cela est impensable politiquement et insupportable économiquement, vu les différences énormes de niveau de prospérité et le manque de solidarité entre pays. C'est du Brexit ou du Trump à outrance.»



On peut en outre s'attendre à ce que les gens travailleront moins, ce qui freinera la croissance économique et les recettes fiscales et augmentera le déficit public.